

PIERRE CONESA

**Vendre
la guerre**



**LE COMPLEXE
MILITARO-
INTELLECTUEL**

■ *l'aube*

VENDRE LA GUERRE

La collection *Monde en cours*
est dirigée par Jean Viard

© Éditions de l'Aube, 2022
www.editionsdelaube.com

ISBN 978-2-8159-4925-5

Pierre Conesa

Vendre la guerre

Le complexe militaro-intellectuel

éditions de l'aube

Introduction

« À l'aurore aujourd'hui la guerre
A levé son front de taureau
Il faut recommencer qu'on meure
Des gens dormaient dans leurs demeures
Comme ici dort cet enfant-là
L'armoire se tait mais la porte
Proteste : Après tout peu m'importe
Ça se passe au Guatemala. »
LOUIS ARAGON,
« Il faisait si beau ce matin-là », 1954

Les XVIII^e et XIX^e siècles furent une révolution philosophique dans l'histoire. Condorcet prédisait en 1787 : « plus la civilisation s'étendra sur la terre, plus on verra disparaître les guerres et les conquêtes comme l'esclavage et la misère ». Auguste Comte repensa la vie sociale à partir des progrès scientifiques, en vue du bonheur de l'humanité : « Je crois invinciblement que la science et la paix triompheront de la maladie, de l'ignorance et de la guerre [...]. Les peuples s'entendront, non pour détruire, mais pour

édifier¹. » Les progrès scientifiques donnaient le sentiment de la capacité de l'homme (blanc) à prévoir son avenir. Kant et Hegel avaient garanti que l'histoire avait un sens, et Marx avait fourni le matérialisme historique clés en main. Mais les penseurs se sont largement abreuvés de l'extraordinaire apport des progrès scientifiques au XIX^e siècle pour échafauder idéologies sociales inégalitaires, nationalismes chauvins et théories géopolitiques racistes, et ainsi justifier les guerres. Ces mythologies se voulaient universelles parce que rationalistes, racistes parce que darwiniennes, missionnaires parce que religieuses. Gobineau traduisit le premier le darwinisme social avec son *Essai sur l'inégalité des races humaines*² (1853), classant trois groupes de « races » : la blanche supérieure menacée de disparition, la noire et la jaune, nécessairement inférieures. L'origine de toutes les civilisations viendrait des Aryens, mais l'antisémitisme n'y est pas. En Allemagne, ses thèses rencontrent les milieux wagnériens. Le darwinisme social est promu par Ernst Haeckel qui mêle pangermanisme et haine du christianisme. Son livre *Histoire de la création des êtres organisés d'après les lois naturelles*³ inspira *Mein Kampf*⁴. En France, Georges Vacher de Lapouge, socialiste marxiste militant du Parti ouvrier français puis de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), écrit *L'Aryen ; son rôle social*⁵ et affirme que « le seul concurrent dangereux de

1. Discours du 27 décembre 1892 à la Sorbonne.

2. Arthur de Gobineau, *Essai sur l'inégalité entre les races humaines*, Paris, Poche-Club, 1968 (5 livres) [1853].

3. Ernst Haeckel, *Histoire de la création des êtres organisés d'après les lois naturelles*, Paris, C. Reinwald, 1884.

4. Adolf Hitler, *Mein Kampf*, Munich, Eher-Verlag, 1925.

5. Georges Vacher de Lapouge, *L'Aryen ; son rôle social*, Nantes, Ars Magna, 2016.

l'Aryen c'est le Juif », le héraut en sera Édouard Drumont. Ludwig Woltmann, marxiste allemand converti au darwinisme social, fonde, en 1902, la *Politisch-Anthropologische Revue*, qui souhaite une politique volontariste pour améliorer la race germano-nordique par l'interdiction de mariages, voire « l'extermination directe ». Ernest Renan produit quelques pages mémorables sur l'islam dans une conférence à la Sorbonne en 1883 : « Toute personne un peu instruite des choses de notre temps voit clairement la décadence des États gouvernés par l'islam, la nullité intellectuelle des races qui tiennent uniquement de cette religion leur culture et leur éducation¹. » *La réforme intellectuelle et morale*² justifie la colonisation :

Une nation qui ne colonise pas est irrévocablement vouée au socialisme, à la guerre du riche au pauvre. La conquête d'un pays de race inférieure par une race supérieure n'a rien de choquant [...]. Autant les conquêtes entre races égales doivent être blâmées, autant la régénération des races inférieures par les races supérieures est dans l'ordre providentiel de l'humanité [...]. Une race de maîtres et de soldats, c'est la race européenne.

Ces idéologies géopolitico-racistes n'ont pas disparu, mais ont trouvé de nouveaux hérauts avec le livre de Huntington, *Le choc des civilisations*³, qui ne voit de menace

1. Cité par Olivier Le Cour Grandmaison, *Ennemis mortels ; représentation de l'islam et politiques musulmanes en France à l'époque coloniale*, Paris, La Découverte, 2019.

2. Ernest Renan, *La réforme intellectuelle et morale*, Paris, Calmann-Lévy, 1850.

3. Samuel Huntington, *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1996.

planétaire que dans les mondes arabo-musulman et asiatique (jaune). À l'autre extrême du champ politique, Kémi Séba¹, racialisiste (on ne dit plus raciste si cela vise les Blancs), adepte de l'action violente dans les années 2000, antisémite claironnant, renverse la pyramide raciale : le peuple civilisateur est l'Africain noir et il désigne un nouveau « Juif », l'homme blanc.

Naît, en Allemagne, la géopolitique. Friedrich Ratzel (1844-1904), invente la notion d'espace vital (*Lebensraum*), appliquant la théorie de l'évolution pensant les États comme des organismes biologiques dont la croissance légitime la conquête de voisins moins vigoureux. En Italie fasciste, le *Spazio vitale* devait couvrir la Méditerranée et l'Afrique du Nord. Giuseppe Bottai (1895-1959) fait du nouvel Italien le « gardien et porteur de la civilisation supérieure ». Pour lui, les nouveaux Italiens « illumineront le monde de leur art, l'éduqueront avec leurs connaissances ». Le Japon, menacé par la « préférence impériale » appliquée dans les colonies européennes d'Asie, affirme, avec la révolution Meiji, ses revendications d'espace vital portées par la caste militaire et la morale guerrière du *bushidō* des samouraïs. *La doctrine scolastique du droit de la guerre*² (1919) réclame réarmement et conquête en Sibérie, en Asie du Sud et en Australie. La volonté impérialiste est labellisée « libération des peuples jaunes ». C'est pourquoi toute résistance à la colonisation peut être réprimée dans le sang. Le massacre des Hereros, en 1904, dans le

1. Stéphane François, « Les Mondes de Dieudonné », blog Fragments sur les temps présents, 16 août 2011.

2. Alfred Vanderpol, *La doctrine scolastique du droit de la guerre*, Paris, Pedone, 1919.

Sud-Ouest africain colonisé par les Allemands, est le premier génocide du xx^e siècle qui sera suivi par beaucoup d'autres, dont les guerres mondiales et les massacres lors des dizaines de guerres de décolonisation.

Pourtant, après chacun des deux carnages mondiaux, on se promettait: « Plus jamais ça! » Les cellules de dégrèvement des ivresses guerrières n'ouvrent en général qu'après les conflits et le constat dramatique des destructions, mais elles ferment rapidement leurs portes. La Société des Nations est morte avec la Deuxième Guerre et l'Organisation des Nations unies n'a pu se mettre en place que bâtie sur le droit de veto des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. La Charte internationale des droits de l'Homme de l'ONU est adoptée par la France et la Grande-Bretagne, les grandes puissances coloniales qui se partagent le monde, les États-Unis racistes, ségrégationnistes et impérialistes en Amérique latine, l'URSS de Staline et la Chine de Tchang Kaï-chek, toutes grandes puissances peu sensibles à l'auto-critique. La propagande extérieure devient une discipline de gouvernement: la France, le « pays des droits de l'Homme », se charge d'une « mission civilisatrice »; les États-Unis légitiment l'extermination des Indiens par la « Destinée manifeste », mission quasi divine confiée aux Pères fondateurs; l'URSS est longtemps le « paradis des ouvriers » envoyés en masse au Goulag; l'Allemagne de Guillaume II puis d'Hitler est « le pays de la culture et de l'Ordre nouveau »; enfin, la Chine maoïste, « le phare de l'humanité éclairée par le Grand Timonier ». Le partage du monde se fait sur tapis vert, dans des conférences internationales, traçant au crayon rouge des frontières rectilignes méprisant les peuples et les ethnies: congrès de Berlin, traités de Versailles, Potsdam et Yalta. Peu de guerres directes, mais droit de police dans l'espace de

chacun et des guerres par procuration, avec classement des tyrans des pays tiers en alliés ou ennemis si besoin. Après le dégel suivant la guerre froide, de nouvelles revendications territoriales appuyées sur « l'histoire » se sont fait jour : le monde musulman du XII^e siècle selon Ben Laden, le Grand Israël selon les radicaux juifs, l'expulsion des musulmans dans l'Inde de Modi et dans le Myanmar bouddhiste. Aujourd'hui c'est Moscou qui revendique l'Ukraine dans sa totalité sautant allègrement sur les différents épisodes de résistance qui ont jalonné son histoire.

Ce long flashback est uniquement destiné à montrer le poids des idéologues qui ont faussé, voire falsifié à jet continu la perspective de la guerre. On ne peut comprendre pourquoi les démocraties peuvent être bellicistes sans chercher à disséquer la sociologie et les fondements de la production stratégique, car les questions de guerre et de paix ne sont plus l'exclusivité des militaires. Les systèmes d'éducation publique mis en place dans les États-nations modernes professent partout une supériorité culturelle par une théologie nationale. La conscription militaire inventée par la Révolution française¹ est largement imitée. Encore faut-il convaincre l'opinion de la nécessité du conflit, ce sont les prémisses du complexe militaro-intellectuel. La conscription avait fait de la guerre de 1914 l'affaire de tous,

1. Cette institutionnalisation de la politique militaire de l'État national conduit à la mobilisation de deux millions de Français entre mars 1804 et avril 1815 – sans compter les jeunes hommes nés dans les départements annexés à qui la conscription est imposée (Belges, Rhénans, Hollandais, Allemands des départements hanséatiques, Toscans, Génois, Romains, etc.) –, et à la mort de plus de neuf cent mille d'entre eux sur les champs de bataille napoléoniens pendant la même période.

les combattants, au retour, estimaient, au titre des souffrances passées au front, avoir droit à la parole par rapport aux « planqués » de l'arrière.

Quels acteurs sociaux, au-delà des militaires, préconisent et préparent l'opinion à la guerre? Dans une dictature, comme on le voit avec Poutine aujourd'hui, cela relève simplement des humeurs chagrines du chef, alors que dans les démocraties, la guerre doit être « démocratique », donc soutenue par l'opinion. La première tentative pour comprendre les facteurs qui expliquent le caractère répétitif des guerres par les démocraties fut celle du complexe militaro-industriel (*military-industrial complex*) évoquée par le président Eisenhower, dans son discours de fin de mandat, en janvier 1961 :

Dans les conseils du gouvernement, nous devons prendre garde à l'acquisition d'une influence illégitime, qu'elle soit recherchée ou non, par le complexe militaro-industriel. Le risque d'un développement désastreux d'un pouvoir usurpé existe et persistera.

La guerre serait causée par les marchands de canons comme dans *Tintin et l'oreille cassée*. La thèse fit florès pendant la guerre froide marquée par la course aux armements et on considéra le modèle américain comme référence. Il n'existe quasiment pas d'analyse du complexe militaro-industriel ailleurs. Des explications politiques simplistes mais définitives avaient été assénées : « le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage », avait déclaré Jean Jaurès. Cornelius Castoriadis s'était fait une spécialité de la dénonciation de la monstruosité du système militaire soviétique : « La Russie est vouée à préparer la guerre parce qu'elle ne sait et ne peut rien

faire d'autre¹. » Annonce prophétique de la menace militaire qui s'est écroulée en Afghanistan, face à des combattants dépenaillés. Le XXI^e siècle s'ouvre avec la « guerre globale » contre le terrorisme et la prolifération, première guerre déclarée contre des concepts, voulue par les néoconservateurs américains, associés à une liste discrétionnaire des « ennemis » et le déclenchement de « guerres préventives ». La menace d'une guerre en Europe, que l'on croyait morte avec la disparition de l'URSS, renaît aujourd'hui avec l'invasion de l'Ukraine.

L'idée du recours à la force reste totalement intégrée dans la conscience collective d'un certain nombre de pays, même démocratiques. Il suffit de revoir l'étonnant radio-trottoir réalisé par une équipe de CNN en 2006 demandant à des Américains dans la rue : « Dans la guerre globale contre le terrorisme, quel pays faut-il attaquer maintenant après l'Irak ? » Aucun des interviewés ne remet en doute la question et la liste des réponses laisse parfois pantois. « Rethinking what to fear ? » (Repenser à ce qu'il faut craindre ?) titrait un article du *New York Times* du 3 octobre 2009 consacré à al-Qaïda repris par *Le Monde*. Écrit plus de huit ans après les attentats du 11-Septembre, l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak, il démontre combien toutes les sociétés, même démocratiques, sont traversées par des angoisses et des peurs, le recours à la force étant en partie conçu pour y répondre et la violence préventive présentée comme la solution.

1. Cornelius Castoriadis, « Devant la guerre », in *Écrits politiques 1945-1997*, VI, « Guerre et théories de la guerre », Paris, Sandre, 2016 [1981], p. 283-284. Voir la critique de Hervé Coutau-Bégarie partant des mêmes postulats quantitatifs : « Cornelius Castoriadis. *Devant la guerre*, I : Les réalités », in *Politique étrangère*, n° 4, 1981, p. 960-963.

C'est le rôle du complexe militaro-intellectuel que de rendre la guerre possible, voire souhaitable, en s'appuyant sur les ressorts identitaires profondément ancrés dans l'histoire des victoires et défaites passées. Les Russes ont repoussé quatre invasions européennes (Suédois, Polonais, Français puis Allemands) et une mongole depuis l'Est, invasions qu'ils n'ont pu stopper qu'au prix de la politique de la terre brûlée, et en ont tiré un complexe obsidional de l'encerclement, pourtant c'est la Russie poutinienne qui relance la possibilité d'un conflit en Europe. Les Américains qui, après avoir fait de l'extermination des Indiens une épopée cinématographique, n'ont jamais connu les ruines des villes bombardées, les points d'eau, les tickets de rationnement, les populations déplacées, ni les guerres civiles¹. Le traumatisme du 11-Septembre n'en fut que plus fort et légitima toutes les expéditions guerrières. Ces mémoires historiques sont par nature contradictoires. Nos actuelles sociétés démocratiques sont-elles plus réalistes et pacifiques dans leur production stratégique? Il me paraît évident que les militaires actuels sont beaucoup moins bellicistes que certains acteurs de la société civile et décideurs politiques, pour la simple et bonne raison qu'ils savent ce qu'est la guerre. Cet essai tente de décrypter les mécanismes sociologiques de fabrication de l'*Homo bellicus* dans les démocraties modernes et l'apparition et le fonctionnement du complexe militaro-intellectuel qui, aujourd'hui, est devenu acteur à part entière de la réflexion stratégique. Ses analyses, directement accessibles au public, à la différence des systèmes administratifs couverts par le secret, ouvrent le débat à une population mobilisable mais

1. Le dernier ancien combattant de la guerre de Sécession est mort en 1955.

pas directement concernée. Aux États-Unis, on les appelle les *defense intellectuals* qui prônent la violence armée dans un éventail de « causes » et de « crises » dont ils se veulent les interprètes exclusifs.

Partie I. Le double séisme qui nous occupe ici connaît une première phase dans la disparition, en 1991, de l'ennemi structurant depuis plus de soixante-dix ans: c'est la « catastrophe ». Le complexe militaro-intellectuel se retrouve sans ennemi principal et le complexe militaro-industriel sans dynamique stratégique. En revanche, l'interventionnisme militaire redevient possible. La guerre du Golfe, menée avec l'accord de l'ONU, conclut un peu vite à la naissance d'un « nouvel ordre mondial » géré grâce à des guerres qui ne tuent plus: le « zéro mort » devient une antienne. La guerre lointaine est un spectacle en *live*, grâce au direct télévisé, et l'ex-conscrit est devenu téléspectateur. L'Occident victorieux proclame un « nouvel impérialisme libéral » et se veut gendarme international, décidant des guerres justes et morales sans enjeu stratégique.

Le complexe militaro-intellectuel américain avait très vite tenté de définir un paradigme global – Huntington, Fukuyama, *New American Century*... – destiné essentiellement à garantir la prédominance mondiale de Washington, inventant des concepts magiques comme la « construction de l'État » (*state-building*) après conflit, la (re)construction de l'identité nationale (*nation-building*), voire la « guerre préventive » pour empêcher la guerre. Il faut attendre les attentats terroristes du 11-Septembre en direct pour que le terroriste occupe l'espace libéré par le communiste. Fin du moment onirique, le terroriste religieux, ennemi quasi incompréhensible, est l'un d'entre nous et un autre, une menace externe et interne.

Partie II. Dans ce monde sans paradigme, le complexe militaro-intellectuel va décider du choix et de la médiatisation de telle ou telle crise, conseiller des méthodes militaires sur tel ou tel problème. À ce titre, il interpelle les dirigeants. Dans le champ de l'expertise, le soviétologue dévalué laisse la place au spécialiste du terrorisme et de l'islam : journalistes, experts des think tanks, universitaires, humanitaires, diasporas, hommes politiques d'opposition... Les juristes du droit international inventent un nouveau droit de la guerre antiterroriste et des principes internationaux contradictoires avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : droit d'ingérence et devoir de protéger. Les diasporas organisées en Occident, cultivant une victimologie qui interpelle opinion et pouvoirs démocratiques, viennent conforter le dispositif, prêtes à fournir le personnel politique de substitution et l'argumentaire stratégique. Les droits-de-l'hommes peuvent toujours fournir quelques thèmes susceptibles de redonner souffle à une intervention qui s'enlise. Enfin, le show-biz alimente la troupe des pétitionnaires. Mais les décisions de politique internationale dans les démocraties se recentrent sur des contraintes de politique intérieure (échéance électorale, coalition politique en place, intérêts économiques, poids local des diasporas, réaction de l'opinion...) et moins des caractéristiques spécifiques de chaque crise.

Partie III. Dans ce nouveau contexte, comment le complexe militaro-intellectuel se positionne-t-il face aux idéologies bellicistes actuelles, leurs idéologues, la légitimation de leur violence, les ennemis qu'ils se désignent et les formes de violence qui leur sont propres ? Avec les attentats du 11-Septembre, George W. Bush, déjà convaincu par les néoconservateurs et les néo-évangéliques américains, déclare

la guerre aux pays de « l'axe du mal » (mais pas l'Arabie). Edward N. Luttwak, dans *Le grand livre de la stratégie*¹, explique que seule la guerre fait bouger les crises et il démocratise ainsi l'idée de « guerre préventive ». Il suffit ensuite de dresser une liste à façon des pays menaçants ou d'en excuser d'autres. Trump, qui avait constitué, à la Maison-Blanche, un Conseil évangélique où se retrouvaient des téléprédicateurs ayant soutenu l'invasion de l'Irak, avait, à mi-mandat, déjà ciblé la Russie, l'Iran, la Corée du Nord, la Chine et le Venezuela (mais toujours pas l'Arabie saoudite). Convaincus d'être le camp du bien, ils n'hésitent pas à mentir. Ces guerres « justes » ingagnables laissent derrière elles des zones sans pouvoir. L'école néoconservatrice est également implantée en France, dans les cercles stratégiques qui se voient en miroir de la puissance américaine. Jacques Chirac refusa l'invasion de l'Irak, mais ses successeurs s'empresèrent de rattraper cette « bévue » et même d'en rajouter (voir le grand œuvre de Bernard-Henri Lévy (BHL) et de Sarkozy en Libye).

Les intellectuels sont désorientés par les radicalismes religieux (salafistes, juifs radicaux, néo-évangéliques, ainsi que bouddhistes et hindouistes qui viennent de rejoindre le club) qui ont semé des crises et des guerres sur la planète. Leurs guerres saintes sans frontières, validées par le mandat divin et une violence « vengeresse », portent en elles intolérance, épuration ethnique, massacre et « mémocide » afin de supprimer, aussi, toute trace de la communauté assassinée. Tous ces radicalismes religieux dénoncent les Lumières et l'universalisme au profit de la communauté des croyants,

1. Edward N. Luttwak, *Le grand livre de la stratégie; de la paix et de la guerre*, Paris, Odile Jacob, 2002.

seule admise dans leur géopolitique rêvée qui méprise les frontières. Sans outillage conceptuel, certains acteurs du complexe militaro-intellectuel tentent d'expliquer, voire de justifier, mais hésitent face à une violence intérieure et extérieure. Les premières cibles de tous les radicalismes étant les « hypocrites » (les mauvais croyants), puis juste après les « mécréants » (croyants d'autres religions) et enfin les penseurs critiques (journalistes, penseurs critiques, hommes de paix...) bouleversent les bases de la bonne conscience : Yitzhak Rabin, Premier ministre, assassiné par un radical juif, Anouar el-Sadate par un Frère musulman, Ko Ni, avocat musulman conseiller de Aung San Suu Kyi, par un bouddhiste radical.

Les guerres humanitaires, donc « justes », sont le produit phare du complexe militaro-intellectuel. Adoptée en général sous mandat onusien, sur des principes de droit international de plus en plus contradictoires (responsabilité de protéger, droit d'ingérence humanitaire...), la présence armée des Casques bleus est supposée non belligérante. Ces interventions sont la conjonction d'agissements d'acteurs connus du complexe, du discours victimaire des diasporas et d'acteurs du *droit-de-l'homme*, qui ont imposé la repentance occidentale comme obligation morale d'interventionnisme guerrier. Justifiée à partir d'une double négation « on ne peut pas ne pas ! », elle laisse ouvert le champ d'application pour les grandes puissances et, après intervention militaire, une situation aussi mauvaise qu'avant l'intervention. Gage d'enlèvement militaire, les forces armées occidentales y entrent à reculons.

Les zéloteurs de la guerre civile, phénomène nouveau, sont des sécessionnistes qui se diversifient chaque jour (dernière version LGBTQA+...), mais ciblent directement

le penseur universaliste et désignent un responsable universel : l'homme blanc, au pouvoir ou pas. Limités aux grandes démocraties, ils sont divisés en multiples sectes qui rivalisent par la violence de leurs discours, professant un antiracisme raciste, dirigés par des leaders autoproclamés qui refusent l'élection comme principe politique, nient l'universalisme et excluent à jet continu. Leurs militants sont une sorte de nouveaux SA aux aguets contre tout manquement à leur doxa. Choisisant, selon leurs propres critères, victimes et bourreaux, ils mènent des campagnes anonymes de haine sur internet et limitent, pour le moment, leur violence matérielle à des statues. Les penseurs du complexe militaro-intellectuel, souvent universalistes, tentent désespérément d'accrocher telle ou telle cause, mais l'intersectionnalité supposée qui les unit contre l'homme blanc les divise. Pour l'heure, leur discours n'est encore que théoriste, mais s'en tiendront-ils à des violences intérieures de basse intensité ?

Enfin, reste l'immense réservoir des quatre cents guerres parfois très meurtrières qui ne mobilisent qu'épisodiquement des acteurs du complexe militaro-intellectuel : désintérêt, médiatisation difficile, pas de « camp du bien ». Le massacre se passe en silence. Le gentil et le méchant sont des statuts instables. Quand le massacre se déroule hors du champ des caméras, il peut faire beaucoup de morts : l'effondrement somalien depuis 1978, environ cinq cent mille morts ; l'Armée de résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army, LRA) en Ouganda depuis 1986, plus de cent mille morts... Pour sortir de l'indifférence, le cocktail gagnant est la médiatisation par un intellectuel qui portera la cause sur les plateaux télévisés, choisira parfois le leader du camp du bien (Ahmed Chah Massoud en Afghanistan, Yasser Arafat en Palestine, le dalaï-lama en Chine, Daniel

Ortega, « el commandante », au Nicaragua...), qui, évidemment, garantit la démocratie une fois au pouvoir; l'uniforme combattant visuellement identifiable (le keffieh palestinien, le masque des insurgés du Chiapas, le béret du révolutionnaire sud-américain...) associé à quelques titulatures simples (« les combattants de la liberté » afghans contre les Soviétiques, devenus talibans après 1979, les barbudos procubains...) sont indispensables. Mais les intellectuels ou universitaires ne sont plus de la génération de Malraux, qui allait combattre en Espagne, ou Régis Debray dans les maquis sud-américains, ils se contentent de jouer leur rôle sur les plateaux de télévision.

Les actions guerrières occidentales de la décennie 1990, sans véritable enjeu stratégique sont donc, selon nous, le résultat de jeux d'acteurs fournissant à foison des motivations humanitaires, juridiques, morales, religieuses ou culturelles, mais bien peu stratégiques. Le complexe militaro-intellectuel nous semble donc utile pour comprendre la quarantaine d'interventions militaires occidentales de toutes natures depuis 1991 dans la pagaille guerrière qui déchire la planète. Le bilan stratégique de ces interventions est loin d'être clair. La lassitude des opinions occidentales pèse de plus en plus. Sommes-nous à un tournant? Les échecs occidentaux semblent laisser la place à une géopolitique militaire nouvelle, dans laquelle Moscou entend retrouver une place proche de celle de l'URSS.

I

**LE DOUBLE SÉISME STRATÉGIQUE :
LE TERRORISTE RELIGIEUX REMPLACE LE COMMUNISTE ;
LE « NOUVEL ORDRE MONDIAL » VERSION OCCIDENTALE**

La « catastroïka », dommage collatéral involontaire de la glasnost et de la perestroïka

Georgi Arbatov, en lançant sa célèbre phrase, « Nous allons vous rendre le pire des services, nous allons vous priver d'ennemi ! », pensait que, faute d'adversaire commun, le camp occidental allait à son tour implorer. Effectivement, la fin de l'URSS a généré un séisme intellectuel, mais les répliques en ont été différentes selon les domaines. Le communisme, deuxième utopie totalitaire du xx^e siècle, dernier totalitarisme, meurt par putréfaction et non par défaite militaire comme le nazisme. Le bilan intellectuel devait donc, enfin, se faire. Ni les répressions dans les pays satellites, ni la révélation des « crimes de Staline », au XX^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), en 1956, suivie par la « déstalinisation » de 1960, ni le désastre du Grand Bond en avant puis de la Révolution culturelle maoïstes n'avaient eu un tel impact... Certains adeptes avaient rompu, d'autres s'étaient enfoncés dans la théorie comme Sartre qui, dans *Critique de la raison dialectique*¹, continuait à affirmer que le marxisme était « l'horizon philosophique indépassable de notre temps » et se raccrocha un temps au maoïsme. Louis Althusser, en 1976, s'était opposé à la répudiation de la dictature du

1. Jean-Paul Sartre, *Critique de la raison dialectique*, Paris, Gallimard, 1960.

prolétariat par le secrétaire général du Parti communiste français (PCF), Georges Marchais¹... Les témoignages vécus sont rares et loin de l'hagiographie propagandiste, comme le raconte Annette Wiewiorka².

L'inévitable cataclysme nucléaire disparu, la guerre redevient envisageable dans un paysage mondial sans matrice. Les acteurs du complexe militaro-intellectuel y trouvent une dynamique et un rôle nouveaux : choisir la bonne crise, désigner les victimes et les bourreaux, définir une « guerre juste ». Il faut personnaliser, car l'outillage intellectuel est à bout de souffle : le tiers-mondisme triomphant désorienté par les massacres perpétrés par les nouveaux dirigeants (au Cambodge, Vietnam et les boat people); les dirigeants auréolés des guerres de décolonisation accrochés au pouvoir, contestés par de nouveaux mouvements comme le terrorisme salafiste (Algérie) qu'on ne comprend pas; enfin, la gauche et certaines associations de défense des droits de l'Homme qui avaient toléré, voire soutenu, les groupes violents (Baader/Meinhoff; Action directe (AD); Brigades rouges; ETA...) au prix de critiques indignes contre les démocraties... Tous doivent revoir leur logiciel à la lumière du nouveau contexte.

La guerre n'est plus l'affaire de tous. Les États-nations modernes, avec leurs systèmes propres d'éducation publique, enseignèrent partout une théologie nationale additionnée à la conscription, initiée par la Révolution française puis

1. Voir Pierre Rigoulot, *Les paupières lourdes; les Français face au goulag: aveuglements et indignations*, Paris, Éditions Universitaires, 1995 ; René Dumont, « Que la Chine est belle, vue du Bangladesh », in *La révolution culturelle*, Paris, Seuil, 1976.

2. Annette Wiewiorka, *Mes années chinoises*, Paris, Stock, 2021.

l'Allemagne (1871) et l'Italie (1875). Ceci faisait de la guerre l'affaire de tous. « L'Union sacrée », qui prévalait dans la guerre, devait donc réunir tout le monde, arrêter les controverses internes et mettre en échec les pacifistes. En Allemagne, c'est le Burgfrieden (« la paix au château »); au Portugal, c'est l'União Sagrada Esperança, etc. Tous les adultes masculins affrontèrent la « brutalisation » de la guerre en 1914: soixante-dix millions de soldats mobilisés, dix millions de morts et vingt millions de blessés. George Mosse, historien américano-allemand¹ y vit la « matrice des totalitarismes » contemporains contribuant au retour nationaliste et à l'héroïsation de l'ancien combattant: trente-cinq mille monuments aux morts dans plus de 95 % des communes françaises. Le culte de la virilité humiliée, le discrédit des responsables des démocraties et la dénonciation du *Diktat* de Versailles préparèrent le culte du chef. Les guerres de décolonisation, menées par des armées de conscrits, sont le dernier spasme raté de la glorification de l'armée. L'Occident met fin à la conscription: États-Unis (1973); Belgique (1992), Pays-Bas (1993), France (1996), Espagne (1997), Italie (1999), Portugal (2004) et même annonce de Poutine en 2017 en Russie. La paix durable en Europe et la disparition de l'URSS éloignent géographiquement et politiquement le spectre traumatisant de la guerre nucléaire et pousse à l'action hors du continent.

1. George Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme; la brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 1999.

Naissent alors « l'hégémonisme libéral » (Benevolent Empire) et la guerrière bienveillante qui ne tue plus

Le 11 septembre 1990, George W. Bush expliquait au Congrès que la crise du golfe Persique, aussi grave soit-elle, offrait une rare occasion de s'engager dans une période historique de coopération » et de « nouvel ordre mondial » : une « nouvelle ère, plus libre de la menace de la terreur, plus forte dans la poursuite de la justice et plus sûre dans la quête de la paix ». L'illusion de la victoire en cent vingt heures de la guerre du Golfe fit croire à la supériorité définitive des armées occidentales et l'Occident se pensa investi d'une mission planétaire, une sorte de nouvel impérialisme libéral.

Le terme de « zéro-mort » fut d'abord un slogan journalistique. Insistant sur les frappes de précision de la guerre du Golfe, l'accent était mis sur la faiblesse des pertes de la coalition face à l'armée de Saddam Hussein. Le passage de la guerre des mégatonnes aux nouvelles technologies semble permettre des guerres techniciennes parcimonieuses et peu meurtrières. Ce slogan du « zéro-mort » devient alors l'outil de légitimation relative dans cette recherche d'une adhésion des populations au principe d'intervention militaire. L'intense couverture médiatique donne le sentiment trompeur de vivre la guerre comme un film, mais délaisse des sujets tabous. Les Américains ne savaient pas combien de morts la guerre d'Irak a faits et n'y ont vu quasiment aucun cadavre. Bien plus tard seulement ont été analysés certains aspects de la manipulation. Dans un article pour *The Independent on Sunday*, le reporter britannique Robert Fisk raconte une scène vécue de la guerre du Golfe :

Sur la route de Bassorah, une équipe filmait des chiens sauvages occupés à déchirer des cadavres irakiens. De temps à autre, sous nos yeux, un de ces animaux affamés arrachait un bras décomposé et l'emportait en courant dans le désert, les doigts morts traînant dans le sable, un vestige de manche d'uniforme brûlée dansant dans le vent. « C'est pour les archives », me dit le cameraman. Car jamais ITV ne diffuserait de telles images. Ces choses que nous, nous voyons, il est impossible de les montrer. Tout d'abord parce que ce ne serait guère « politiquement correct » de présenter une telle réalité à la télévision au moment du petit déjeuner. Et ensuite parce que si ce que nous avons vu avait été diffusé, personne n'aurait jamais plus soutenu aucune guerre¹.

Il faut « couvrir » la guerre, pas la montrer. L'image supplante le texte et peut prêter à des manipulations.

**Le mensonge de Timisoara :
une première grandeur nature**

Les images du faux charnier de Timisoara (février 1990), lors de la révolution roumaine vécue en direct à la télévision, ont bouleversé l'opinion, victime d'une grossière manipulation. La Roumanie, pays fermé et secret, envahi par des centaines de journalistes au cœur d'une révolution confuse, qui doivent, en quelques heures, sans le secours d'attachés de presse, expliquer ce qui se passe à des millions de téléspectateurs. Des rumeurs insistantes, ancrées dans les caractéristiques du régime dictatorial, finissent par devenir de l'information. À Bucarest, le pays

1. Cité par Olivia Buffi, « Guerre du Golfe: le précédent de 1991 », *Le Monde*, 22 février 2003; Reporters sans frontières, *Les mensonges du Golfe*, Paris, Arléa, 1992.

paraissait pouvoir retomber dans les mains des hommes de la Securitate¹ quand le « charnier » de Timisoara est venu soudain confirmer l'horreur de la répression et corroborer le chiffre de « 4000 victimes » ; « 4630 » précisait *Libération*. Certains articles amplifiaient l'horreur : « On a parlé de bennes à ordures transportant d'innombrables cadavres vers des endroits secrets pour y être enterrés ou brûlés », selon *Le Nouvel Observateur* (28 décembre 1989) ; « Comment savoir le nombre de morts ? Les chauffeurs de camion qui transportaient des mètres cubes de corps étaient abattus d'une balle dans la nuque par la police secrète pour éliminer tout témoin » (*AFP-Libération*, 23 décembre 1989) ; « À Timisoara, racontait par exemple l'envoyé spécial d'*El País*, l'armée a découvert des chambres de torture où, systématiquement, on défigurait à l'acide les visages des dissidents et des leaders ouvriers pour éviter que leurs cadavres ne soient identifiés ». Certains parlent de « mourir pour Bucarest ». Jean Daniel, directeur et éditorialiste du *Nouvel Observateur*, constatant le divorce entre l'intensité dramatique des faits rapportés par la télévision et la prudence des gouvernants, se demandait « si nos gouvernants n'auraient pas intérêt de temps à autre à puiser leur inspiration dans la rue ». Mais à Timisoara, les cadavres alignés de février 1990 n'étaient pas les victimes des massacres du 17 décembre, seulement des morts déterrés du cimetière par des pauvres Roumains désireux de satisfaire la nécrophilie de la télévision.

Les médias jouent de plus en plus le rôle de chambre d'amplification des peurs collectives. Une étude statistique sur la guerre en Irak, réalisée chez trois mille trois cent trente-quatre téléspectateurs de différentes chaînes par le

1. Police politique roumaine.

Program on International Policy Attitudes de l'Université du Maryland durant l'hiver 2003-2004, retranscrit les aprioris politiques des téléspectateurs : 80 % des adeptes de Fox News, dont le slogan publicitaire est « We report, you decide » (« Nous rapportons, vous décidez »), croient au moins une des quatre idées fausses du questionnaire : a) le lien évident entre Saddam Hussein et al-Qaïda (67 % pour Fox News, 45 % pour ABC) ; b) l'implication de l'Irak dans le 11-Septembre ; c) les programmes d'armes de destruction massive en Irak ; et d) que le monde soutient la guerre. Avec le développement des chaînes d'information en continu et des réseaux sociaux, ce rôle s'est amplifié, influence d'autant plus surprenante que ces chaînes ne produisent en moyenne que six à huit minutes d'information par heure, le reste étant du commentaire qui coûte beaucoup moins cher que du reportage¹. Ces médias donnent corps au sentiment de proximité et d'immédiateté du risque, permettent de visualiser, et parfois amplifient pour donner du relief à l'événement. C'est le théâtre d'opérations des acteurs du complexe militaro-intellectuel. Dorénavant, c'est le passage dans les médias qui fait l'expert et l'événement.

Maîtriser intelligemment les médias devient indispensable à la guerre. L'invasion américaine du Panama de décembre 1989, contemporaine des événements de Bucarest, a causé deux fois plus de morts (environ deux mille, civils pour la plupart), mais personne n'a parlé de « génocide panaméen » ni de « charnier ». Les journalistes étaient interdits de filmer et une guerre « invisible » n'impressionne pas, donc ne révolte pas.

1. Samuel Gontier, *Ma vie au poste ; huit ans d'enquête (immobile) sur la télé du quotidien*, Paris, La Découverte, 2016.

La guerre du Golfe, une des campagnes les plus réussies de l'histoire militaire américaine, ayant exorcisé les démons du Vietnam, en juin 1991, cinq millions de spectateurs enthousiastes accueillent les troupes américaines défilant dans le Canyon of heroes de New York. La communication officielle évoque toujours une guerre propre et précise à « zéro mort » (occidental s'entend) : en 1991, un rapport officiel sur le conflit, le « Gulf war air power survey », rassemblant les experts du Gouvernement, de l'armée et du monde universitaire (cinq volumes, trois mille pages) conclut que « la campagne aérienne stratégique a non seulement été précise, efficace et légale, mais qu'elle a fait très peu de victimes civiles [directes] », avec « une stratégie conçue pour paralyser l'armée irakienne sans détruire le pays ».

Les premiers nuages n'apparurent que progressivement. Plusieurs équipes d'enquête indépendantes, au printemps et à l'été 1991, dont une des Nations unies dirigée par le secrétaire général adjoint Martti Ahtisaari, déclarent que « rien de ce que nous avons vu ou lu, ne nous avait vraiment préparés à la forme particulière de dévastation qui s'est abattue sur le pays ». En mai, une équipe de l'Université Harvard décompte neuf mille maisons détruites et plus de soixante-dix mille personnes sans abri et au moins cent soixante-dix mille enfants irakiens de moins de cinq ans « risquant de mourir de maladies épidémiques ». Dix-sept des vingt centrales électriques avaient été endommagées dont onze irréparables ; idem pour les installations de traitement d'eau potable. Le vote de l'ONU avait validé la légitimité du principe d'intervention militaire occidental, ce n'est qu'après l'adoption de la politique des sanctions occidentales contre Bagdad qu'universitaires, organisations étudiantes, islamistes, pacifistes, militants libéraux, isolationnistes conservateurs et même

certaines hommes politiques commencent à exprimer leur désaccord. Les fractures entre monde occidental et monde musulman n'ont cessé de s'aggraver par la suite¹. En Irak, la phase aérienne a laissé une population exsangue, ruinée et révoltée. En dépit de ces dévastations, la communication officielle tentait d'expliquer aux Irakiens qu'ils devaient être heureux d'avoir la « démocratie ». L'embargo total contre l'Irak fit approximativement un demi-million de morts. La « rue arabe » devient un acteur. En 1996, le gouvernement américain veut lancer des frappes contre l'armée irakienne en déplacement vers le Kurdistan, mais Turquie, Jordanie et Arabie saoudite refusent l'accès à leurs bases.

La crise yougoslave : premier succès du complexe militaro-intellectuel en dépit de divergences

Après les *french doctors* voici les *french intellectuals*. En octobre 1991, un petit groupe autour de Kundera et Finkelkraut signe une pétition pour la reconnaissance des indépendances slovène et croate, mais reste isolé. « Toute affirmation nationale était taxée de nationalisme », expliquèrent les signataires. La création de la Yougoslavie (la patrie des Slaves du sud), en 1918, était considérée comme la preuve de la possible coexistence pacifique entre populations dont l'identité « slave » dépassait l'identité religieuse. Le 21 novembre 1991, onze écrivains (dont Bernard-Henri Lévy, Jorge Semprún, Elie Wiesel, Mario Vargas Llosa, Edgar Morin) signent un texte contre la guerre, refusant « d'élire une cause contre une autre, un

1. Samuel Helfont, « Comment la guerre du Golfe (1991) a façonné le nouveau monde », *revueconflicts.com*, 24 mars 2021.

nationalisme contre un autre », tout en désignant nommément l'agresseur serbe que les autorités des pays européens refusent de condamner. Le complexe militaro-intellectuel se divise et s'affronte à coups d'articles, de pétitions alors que des intellectuels traditionnellement engagés (Bourdieu ou Derrida) restent muets. Faute de connaissance du terrain, on débat de principes : le droit à l'existence des petites nations ; le rêve perdu d'une Yougoslavie confédérale ; on refait la Seconde Guerre mondiale : les Serbes antinazis et les Croates collabos ; Milošević, c'est « Hitler », et la France reste « munichoise » ; le livre *La déroute de la réalité historique (Bespuća povjesne zbiljnosti*¹) de Franjo Tujman, le futur président croate, a des relents antisémites ; l'Allemagne reconnaît unilatéralement la Slovénie et la Croatie, ses alliés de la Seconde Guerre mondiale. Le prix Nobel de la paix, Elie Wiesel, rescapé d'Auschwitz, se fait manipuler par les Serbes et accepte une visite guidée des camps : certains des prisonniers disparaissent après lui avoir parlé. Par contre, Paul Garde, le seul véritable spécialiste de la Yougoslavie, tente depuis Aix-en-Provence de faire passer des tribunes dans les journaux, d'accéder aux plateaux télévisés qui sont squattés par les multiples personnalités de « retour de Sarajevo » et entame l'écriture de *Vie et mort de la Yougoslavie*², un livre essentiel. L'expertise vient dorénavant des apparitions médiatiques ou du pèlerinage à Sarajevo et non de la connaissance du sujet, évolution qui ne cessera de grandir.

1. Franjo Tujman, *Bespuća povjesne zbiljnosti*, Zagreb, Nakladni zavod Matice hrvatske, 1989.

2. Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Paris, Fayard, 2000.

Vukovar, tombée en novembre 1991 après quatre-vingt-sept jours de siège et de bombardements (douze mille obus et roquettes tirés par jour sur la ville)¹, émeut moins que le siège de Dubrovnik, « la Venise de l'Adriatique », mais c'est le siège de Sarajevo qui crée l'élan : « Je me suis attaché à la Bosnie parce que Sarajevo était ce que doit être l'Europe », explique Edgar Morin qui refuse « l'anti-serbisme caricatural » et salue « les habitants de toutes confessions qui résistent ». La Bosnie a un parfum de nouvelle « guerre d'Espagne ». Au printemps 1992, les milices serbes massacrent les musulmans en Bosnie de l'Est : début du « nettoyage ethnique ». Dans les premiers mois de la guerre, l'affaire des faux charniers de Timisoara avait rendu sceptique l'opinion, mais avec les images télévisées des camps serbes et les témoignages des viols de femmes bosniaques, la bascule est faite. Le pèlerinage à l'hôtel Holiday Inn de Sarajevo, en ruines face aux lignes serbes, devient parfois une annexe de Paris pour intellectuels, artistes et hommes politiques (Giscard, Rocard). Le pèlerinage vaut soutien comme en d'autres temps chez Massoud en Afghanistan soviétique.

Le 28 juin, Mitterrand, dans Sarajevo assiégée, refusait la riposte militaire, pensant qu'il ne fallait « pas ajouter de la guerre à la guerre ». Les intellectuels², de plus en plus nombreux, demandent une intervention militaire et la levée de l'embargo sur les armes, mais ne parviennent pas

1. Richard C. Horton, *Second opinion: doctors, diseases and decisions in modern medicine*, Londres, Granta Books, 2003.

2. Frédéric Martel, « Pour servir à l'histoire de notre défaite. L'élite intellectuelle et morale française et la guerre en ex-Yougoslavie, 1991-1994 », in *Le Messager européen*, n° 8, décembre 1994.

à intéresser les politiques, jusqu'au jour où ils lancent, aux élections européennes en 1994, une liste « l'Europe commence à Sarajevo » (Léon Schwartzenberg, Bernard-Henri Lévy, Pascal Bruckner, André Glucksmann, etc.). « Ils [les hommes politiques français] se moquaient des 200 000 morts mais 2 000 voix en moins, c'était la panique », constatait la sociologue Véronique Nahoum-Grappe, animatrice du comité Vukovar-Sarajevo, démontrant par l'absurde que les leviers d'influence sont devenus intérieurs et non liés à la gravité de la crise. L'affaire se termine en farce médiatique.

La Bosnie est devenue un laboratoire de toutes les contradictions de la planète : l'argent vient de Turquie et des pays du Golfe ; des armes d'Iran ; des volontaires islamistes dans des unités non contrôlées par l'armée bosniaque (entre mille et deux mille moudjahidine entre 1993 et 1995 au camp de Pogorelica, organisé par les Iraniens). Bernard-Henri Lévy porte aux nues le président Alija Izetbegović, intellectuel islamiste aux opinions troubles, symbole de la résistance et chef du parti des musulmans de Bosnie. Il aurait rencontré à plusieurs reprises Ben Laden qui aurait séjourné régulièrement en Bosnie entre 1993 et 1996, et soutenu financièrement l'armement des moudjahidine locaux. Dans le camp adverse, l'écrivain Peter Handke, Slovène par sa mère, dénonce¹ et finira jusqu'à nier l'existence des charniers dans son livre *Justice pour la Serbie*². Il accuse intellectuels et journalistes de ne pas avoir dénoncé l'extermination du peuple serbe de Bosnie. La Bosnie plurielle dont rêvaient les intellectuels français n'est plus qu'une fiction. Trois partis nationalistes règnent sur chacune des trois communautés.

1. « Ma Slovénie en Yougoslavie », *Libération*, 22 août 1991.

2. Peter Handke, *Justice pour la Serbie*, Paris, Gallimard, 1996.